

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socioprofessionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°11 | 01 JUILLET 2019

« Embellie du marché du travail, commerce extérieur florissant, toutefois un coup de frein sur l'économie »

Après avoir anticipé, en novembre 2018, une prévision de croissance de 1,9% pour la zone euro, la Commission Européenne annonçait, en février 2019, qu'il fallait réviser cette prévision à 1,3%. Pour autant, le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, ne voulait pas croire à un retournement de tendance et déclarait « *Nous ne sommes pas du tout dans une phase de stagnation et moins encore de récession* ». Son analyse reposait sur l'étude du contexte international et l'inquiétude générée par le « bras de fer » entre les Etats-Unis et la Chine, conduisant à un ralentissement du commerce mondial impactant l'Europe. La situation économique de l'Allemagne, locomotive commerciale de l'Europe en proie à une diminution de la croissance de son PIB, corroborait l'observation.

Exportations, un nouveau record à 65,7 milliards d'euros sur un an

Après deux trimestres plus faibles, les exportations du Grand Est en direction de l'Allemagne sont de retour à la hausse et celles vers le Royaume-Uni semblent dopées par l'anticipation du Brexit (+18%). Globalement, les exportations régionales auront progressé de 4% en un an. Le solde commercial annuel se maintient à un peu plus de 6 milliards d'euros. Les exportations de la filière agricole et agro-alimentaire se redressent (+4,1% sur un an) et continuent à dégager le plus important solde commercial (5,3 milliards d'euros).

Effet ciseaux des niveaux des carnets de commande et des stocks

Le niveau des carnets de commandes, en chute depuis 9 mois, passe en dessous de celui des stocks. Cet inversement de courbe peut présager d'une baisse de la demande.

Le tourisme hôtelier ne progresse plus

Soutenue depuis 2016, la croissance du tourisme hôtelier est stoppée (-0,2% de nuitées en un an). Cependant, les touristes étrangers sont toujours plus nombreux et la fréquentation des campings en forte hausse en région.

Baisse de la construction pour 9 départements sur 10

Après une progression du logement résidentiel sur deux ans, on observe désormais un retrait au niveau régional comme au national. Après une forte progression de la construction non résidentielle, on assiste également à un tassement des mises en chantier.

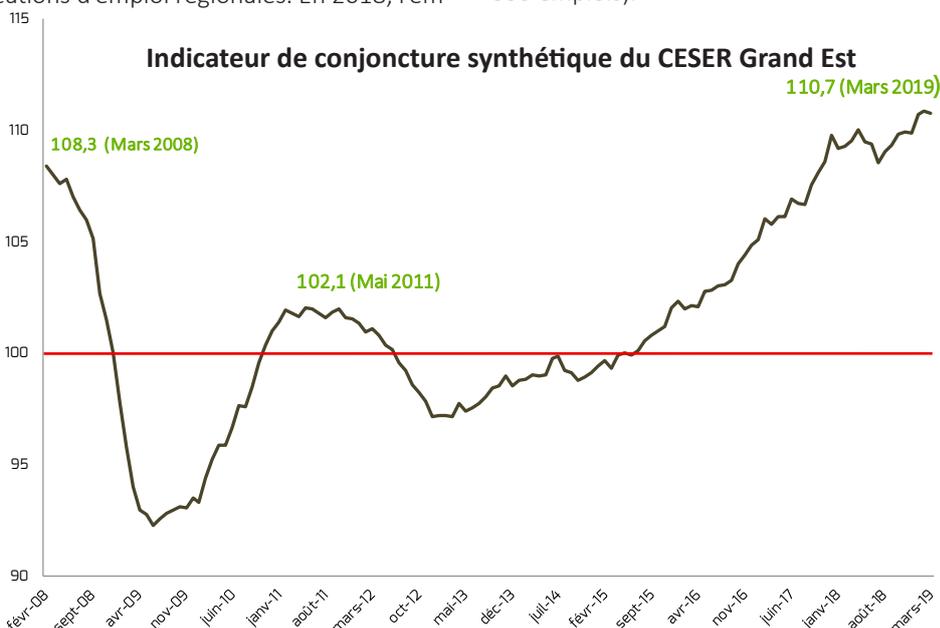
Coup d'arrêt pour l'emploi salarié privé

Le secteur des services ne soutient plus les créations d'emploi régionales. En 2018, l'em-

ploi n'a progressé que de 3000 unités (contre 17 000 en 2017). Sur un an, 16 zones d'emploi (sur les 31 du Grand Est) sont touchées par une diminution du nombre de postes.

Recul important du chômage fin 2018 et baisse du nombre de demandeurs d'emploi

Suite à une stabilisation du chômage de presque un an, on assiste à une baisse significative au 4^{ème} trimestre 2018. Avec 8,4%, il s'agit du taux le plus bas en région depuis 2008. Certains territoires affichent cependant un chômage encore supérieur à 10%. Le nombre de demandeurs d'emploi est à la baisse (-2,1% sur un an), le chômage des jeunes et des seniors se stabilise tandis que celui des demandeurs d'emploi longue durée se réduit sensiblement. Cette situation favorable est aussi liée au travail frontalier (186 000 emplois).



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - NUITEEES EN HÔTELLERIE
- 6 - CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS
- 7 - CONSTRUCTION DE LOCAUX
- 8 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 9 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES

2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN
- 17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI
- 18 - TAUX DE CHÔMAGE
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Sur un an :

65,7 milliards d'euros

25 200

constructions de logements neufs

39 044

créations d'entreprises

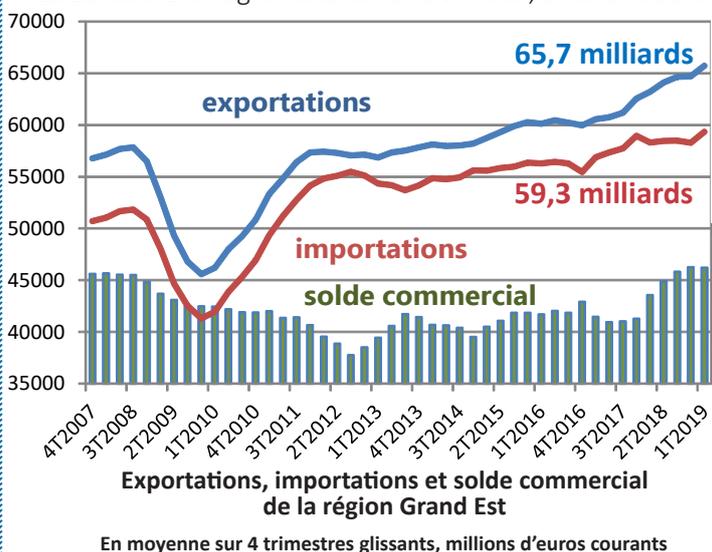
78 %

taux d'utilisation des capacités de production (Avril 2019)

1 - COMMERCE EXTÉRIEUR - 1^{ER} TRIMESTRE 2019

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

Exportations, un nouveau record. Le commerce extérieur régional se porte toujours très bien, avec un nouveau record de 65,7 milliards d'exports en un an. Les produits de la construction automobile, précédemment en forte progression, se tassent à +7% et l'export d'équipements pour automobile chute à -20%. Les boissons progressent de 5%, tandis que les produits chimiques, l'industrie pharmaceutique et la sidérurgie sont sensiblement en baisse. Après deux trimestres plus faibles, les exportations en direction de l'Allemagne sont de retour à la hausse. Celles vers l'Italie et l'Espagne sont toujours en recul. Les exportations vers le Royaume-Uni, avec une hausse de 18%, semblent dopées par l'anticipation du Brexit. Globalement, les exportations régionales auront donc progressé de 4% en un an, malgré un recul qui se poursuit en Moselle et en Haute-Marne. Le solde commercial annuel se maintient à un peu plus de 6 milliards d'euros au 1^{er} trimestre 2019. Seule la région Occitanie fait mieux, avec une balance commerciale positive de près de 12 milliards d'euros.

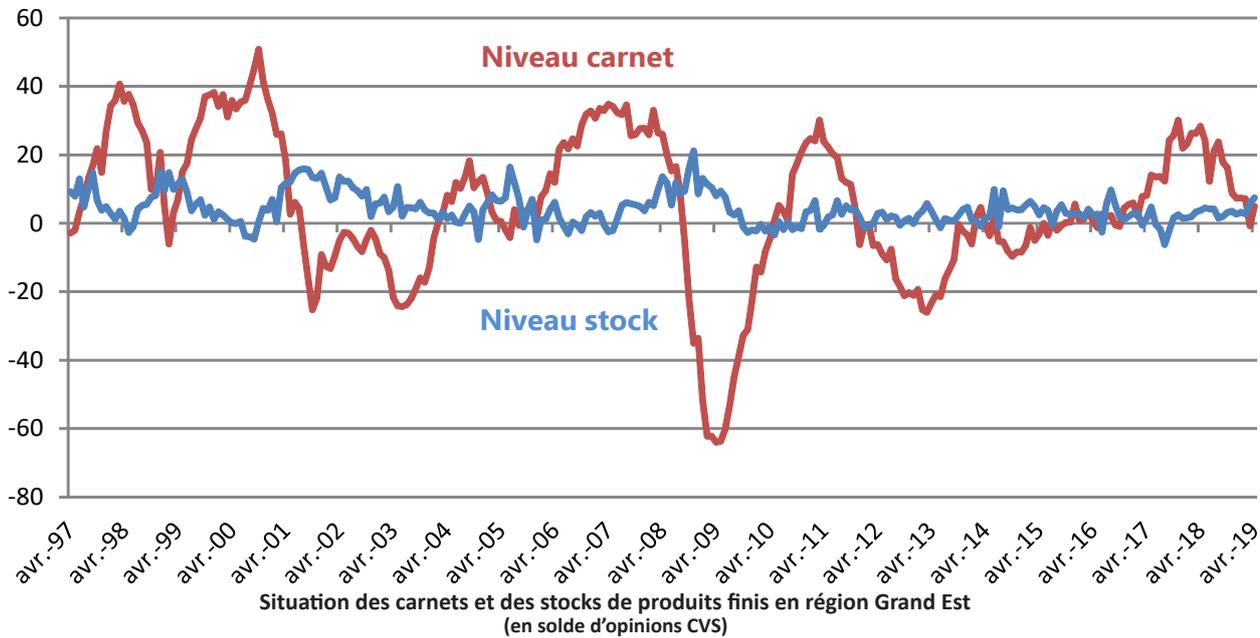


	Evolution des exportations les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents	Répartition des exportations les 4 derniers trimestres, en millions d'euros
Ardennes	7,7%	2 306
Aube	8,7%	1 782
Bas-Rhin	5,7%	21 025
Haute-Marne	-2,9%	1 053
Haut-Rhin	4,7%	14 908
Marne	3,9%	6 588
Meurthe-et-Moselle	8,1%	2 613
Meuse	-0,1%	1 167
Moselle	-0,9%	11 820
Vosges	3,9%	2 461
Grand Est	4,0%	65 730
France métropolitaine	4,6%	500 892

2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - AVRIL 2019

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

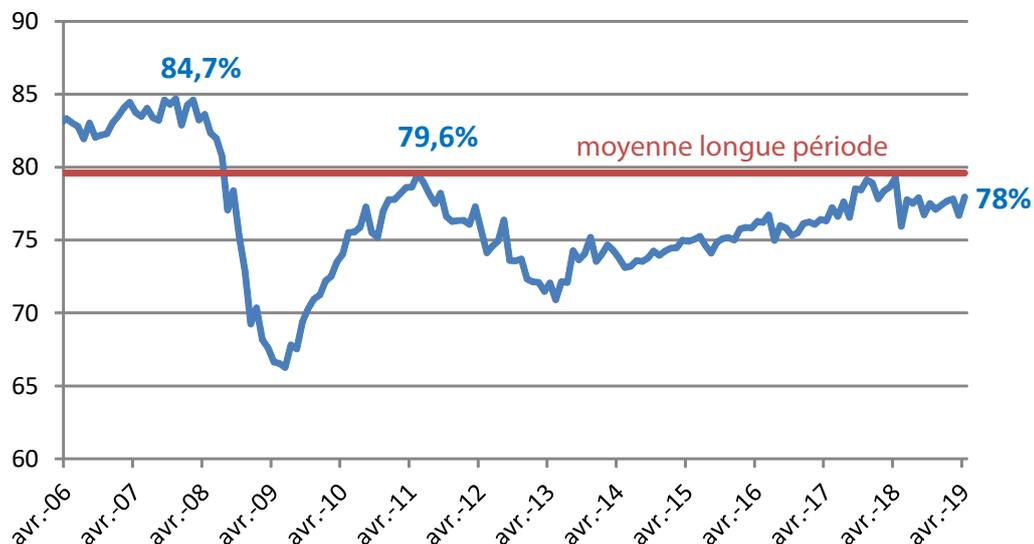
Effet ciseaux : le niveau des carnets de commande en dessous du niveau des stocks. Le niveau des carnets de commande, en chute libre depuis 9 mois, passe en dessous du niveau des stocks, qui est en augmentation depuis février 2019. Cet inversement de courbe, depuis fin 2018, peut présumer d'une baisse de la demande. Globalement, les stocks de produits finis sont supérieurs aux besoins, notamment dans le secteur automobile, qui affichent un excédent plus important que les autres secteurs.



3 - UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - AVRIL 2019

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

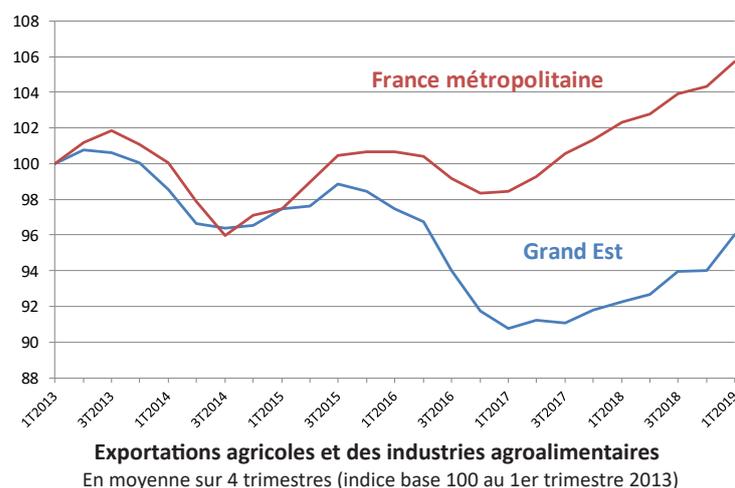
Atonie de l'utilisation des capacités de production. En progression lente depuis 2013, avec un pic relevé en avril 2018 à 79,3%, l'utilisation des capacités de production semble désormais osciller entre 76% et 78%, niveau d'avril 2018. Ce niveau, presque deux points en dessous de la moyenne longue période, est encore éloigné de celui atteint avant la crise de 2008 (84,7%). La maîtrise des capacités de production parvient jusqu'à maintenant à absorber la variation du niveau des carnets de commandes, traduisant, sans doute, une évolution du modèle économique.



4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 1^{ER} TRIMESTRE 2019

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : DONNÉES BRUTES EN EUROS COURANTS

Les exports agricoles et agro-alimentaires se relèvent. Après des années 2016 et 2017 impactées négativement par la conjonction des conditions climatiques et de marché, les exportations agricoles et agro-alimentaires régionales se redressent enfin (+4,1% sur un an), alors que la progression nationale, elle, était soutenue depuis deux ans. La filière repasse au dessus des 9 milliards d'euros d'exportations annuelles, continuant ainsi de dégager le plus important solde commercial sectoriel de la région avec 5,3 milliards d'euros (+ 500 millions sur un an). La Marne et le Bas-Rhin comptent à eux seuls pour 60% de l'export. La Meuse et, plus encore, le Haut-Rhin restent touchés par une diminution annuelle de leurs exportations de produits agricoles et agro-alimentaires. La région Grand Est représente 14,3% des exports de la filière de France métropolitaine.

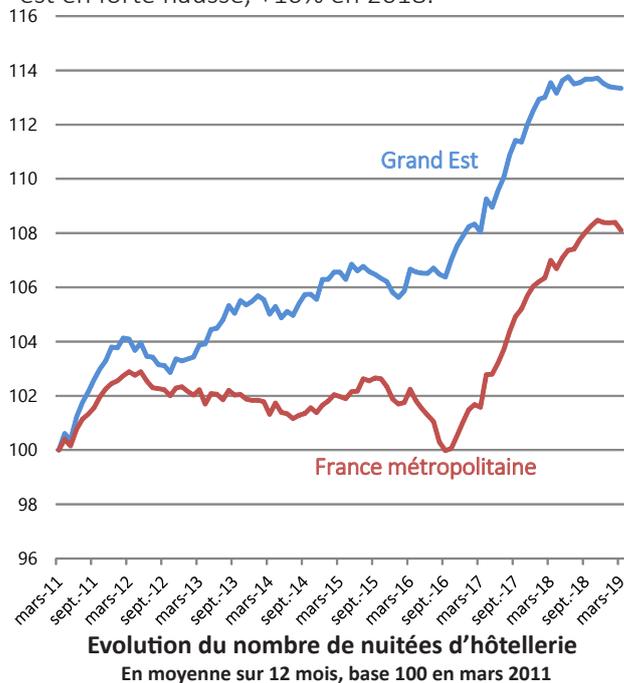


	Evolution des exportations les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents		Répartition des exportations ces 4 derniers trimestres
Ardennes	11,4%		412
Aube	11,5%		388
Bas-Rhin	3,3%		1 834
Haute-Marne	2,0%		153
Haut-Rhin	-8,4%		770
Marne	5,7%		3 550
Meurthe-et-Moselle	-0,3%		396
Meuse	-3,5%		357
Moselle	11,0%		905
Vosges	5,2%		265
Grand Est	4,1%		9 030
France métropolitaine	3,4%		63 161

5 - NUITÉES EN HÔTELLERIE - MARS 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Le tourisme hôtelier ne progresse plus. Ces 12 derniers mois, le Grand Est a enregistré 14,24 millions de nuitées en hôtellerie, légèrement moins que les 12 mois précédents (-0,2%, soit- 26 000 nuitées), marquant ainsi l'arrêt de la croissance du tourisme régional, qui était soutenue depuis 2016. La France métropolitaine montre encore une faible progression des nuitées hôtelières de 1% et on assiste à un tassement depuis fin 2018, voire même à un léger recul. Si le Grand Est observe une part croissante des touristes en provenance de l'étranger, au niveau métropolitain c'est le nombre de touristes venant de France qui croît davantage. La fréquentation des campings, profitant notamment d'une météo favorable durant l'été, est en forte hausse, +10% en 2018.



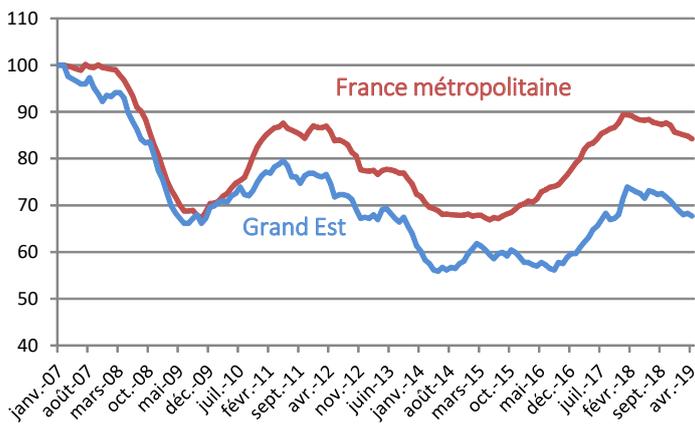
	Evolution annuelle des nuitées sur une année (les 12 derniers mois par rapport aux 12 précédents)	Nombre de nuitées mensuelles moyen sur un an
Grand Est	-0,2%	1 185 018
France métropolitaine	1,0%	17 702 492

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées

6 - CONSTRUCTION RÉSIDENTIELLE - AVRIL 2019

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ET INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Baisse de la construction résidentielle pour 9 départements sur 10. Après une progression du logement résidentiel sur deux ans, on observe désormais un retrait au niveau régional comme au national. Si, en région, sur un an, 7 départements sur 10 connaissent des évolutions négatives de constructions autorisées, ce chiffre est porté à 9 sur 10 pour les constructions commencées (seul le Haut-Rhin progresse, grâce aux logements collectifs). En effet, ces 12 derniers mois, 25 200 constructions de logements ont été commencées dans le Grand Est, soit 9% de moins que les 12 mois précédents. Le recul est quasi similaire en France, avec -7%. Pour mémoire, il y a un an, la tendance était inverse : 8 départements sur 10 présentaient une évolution annuelle positive de la construction résidentielle. Les constructions de logements collectifs limitent les baisses observées, celles de logements individuels étant largement en retrait.



Evolution du nombre de constructions de logements en région Grand Est et en France métropolitaine, indice 100 Janvier 2007

En moyenne sur 4 trimestres glissants, source INSEE

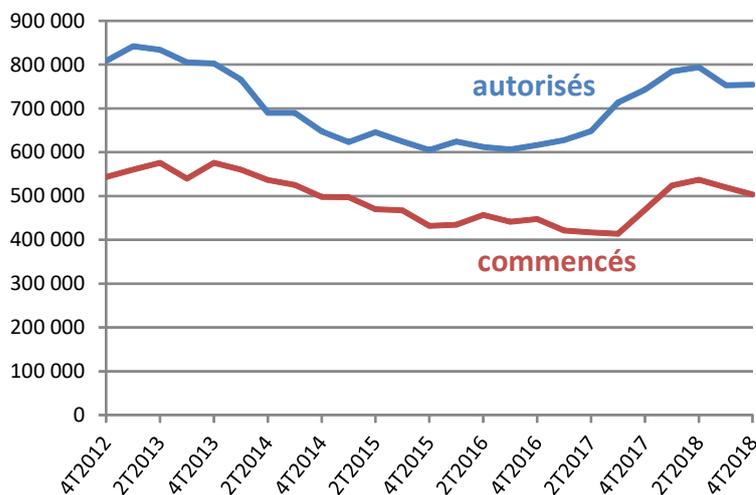
	Evolution du nombre de constructions autorisées ces 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents	Evolution du nombre de constructions commencées ces 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents
Ardennes	-12%	-22%
Aube	-2%	-16%
Bas-Rhin	-22%	-8%
Haute-Marne	17%	-38%
Haut-Rhin	-14%	20%
Marne	10%	-21%
Meurthe-et-Moselle	-19%	-10%
Meuse	-22%	-10%
Moselle	-4%	-17%
Vosges	1%	-10%
Grand Est	-11%	-9%
France métropolitaine	-11%	-7%

Source : Ministère de la Transition écologique et solidaire

7 - CONSTRUCTION NON RÉSIDENTIELLE - 1^{ER} TRIMESTRE 2019

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Tassement de la construction non résidentielle. Ces 4 derniers trimestres, un peu plus de 3,2 millions de m² de chantiers de locaux ont été autorisés, soit 3% de plus que pour les 4 trimestres précédents. Si la mise en chantier a fortement progressé entre le 3^{ème} trimestre 2017 et le 2^{ème} trimestre 2018, on assiste, depuis, à un tassement de la construction non résidentielle, qui repasse sous le seuil annuel des 2 millions de m². Les dynamiques sont très variables selon les départements : l'Aube, les Ardennes et le Bas-Rhin affichent des hausses significatives de la mise en construction, la Marne, la Meurthe-et-Moselle et les Vosges attestent de reculs importants (jusqu'à -47% sur un an).



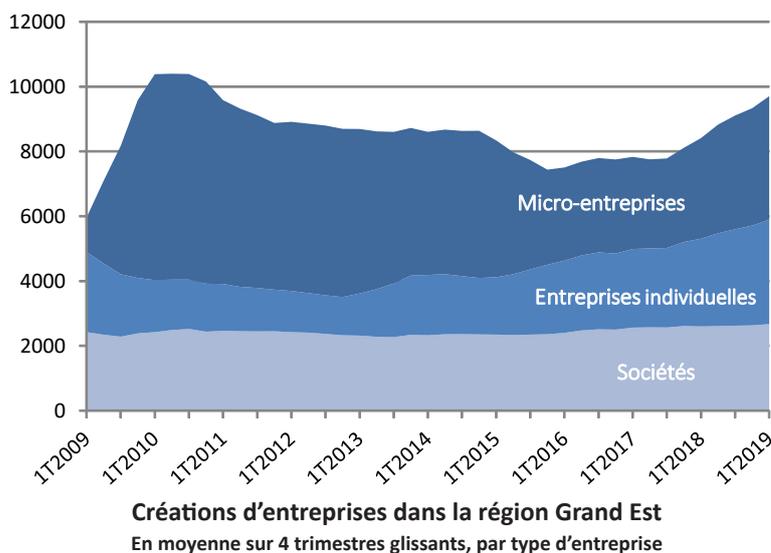
Construction de locaux en région Grand Est (en m²)
En moyenne sur 4 trimestres glissants

	Evolution des constructions autorisées ces 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents	Evolution des constructions commencées ces 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents
Ardennes	-16%	19%
Aube	20%	38%
Bas-Rhin	11%	14%
Haute-Marne	-32%	-6%
Haut-Rhin	-31%	1%
Marne	-31%	-47%
Meurthe-et-Moselle	13%	-34%
Meuse	38%	5%
Moselle	65%	6%
Vosges	16%	-17%
Grand Est	3%	-7%
France métropolitaine	-4%	-1%

8 - CRÉATIONS D'ENTREPRISES - AVRIL 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Forte progression des créations d'entreprises depuis presque deux ans. Un peu plus de 39 000 entreprises ont vu le jour en un an dans le Grand Est, soit une progression sur la période de 13,6%, qui est cependant inférieure au niveau national (17,3%). La région, avec 5,3% des créations nationales (versus 7% en 2010), reste en retrait par rapport à son poids économique. L'augmentation des créations d'entreprises régionales est largement le fait des micro-entreprises (+24,1% sur un an) et des entreprises individuelles (+10,4%). Si cela démontre une volonté d'entreprendre, cela ne traduit pas moins une certaine fragilité au regard de l'importante progression des micro-entreprises sur un an. En effet, le nombre de sociétés créées, par nature plus pérennes et moins conjoncturelles, progresse seulement de 1,5%. Les créations dans le secteur du commerce, de la construction, des transports et de l'hébergement-restauration sont soutenues, tandis que celles dans le secteur de l'industrie et des services affichent un rythme de créations plus modéré.

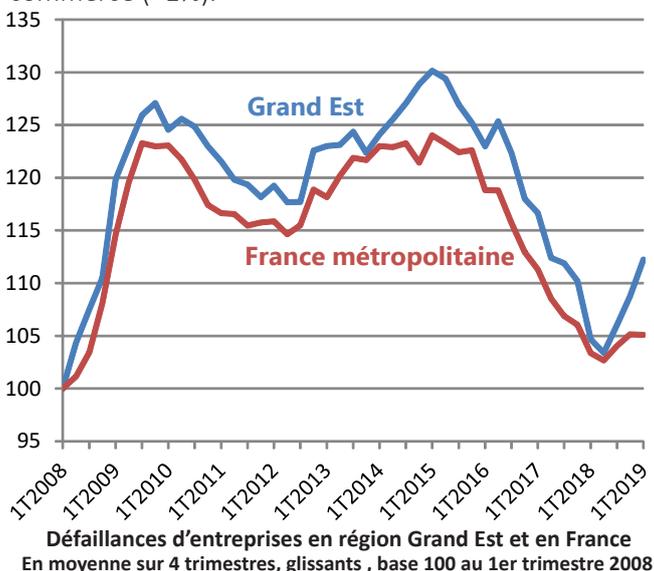


	Evolution annuelle (12 derniers mois / 12 mois précédents)	Nombre de créations les 12 derniers mois
Ardennes	3,6%	1 402
Aube	24,2%	2 213
Bas-Rhin	10,6%	9 723
Haute-Marne	13,5%	815
Haut-Rhin	13,3%	5 291
Marne	12,4%	4 379
Meurthe-et-Moselle	23,8%	5 300
Meuse	14,9%	911
Moselle	12,3%	6 725
Vosges	9,0%	2 285
Grand Est	13,6%	39 044
France	17,3%	736 981

9 - DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES - 1^{ER} TRIMESTRE 2019

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

La hausse du nombre de défaillances d'entreprises se confirme. Sur un an, on observe 4 228 défaillances, soit 7,8% du total métropolitain (7,4% il y a un an). Depuis 3 trimestres, le nombre de redressements ou de liquidations judiciaires continue de croître alors qu'il semble se stabiliser au niveau national ce dernier trimestre. La situation régionale est contrastée : la Marne, les Ardennes, l'Aube et la Meuse affichent une hausse des défaillances (allant jusqu'à 25% pour cette dernière), tandis que les autres départements présentent des baisses, la plus importante en Haute-Marne (-17%). Si le secteur industriel continue de souffrir le plus (+1,1% de défaillances sur un an), c'est désormais aussi le cas pour le commerce (+1%).



	Evolution annuelle (les 4 derniers trimestres par rapport aux 4 précédents)	Nombre de défaillances ces 4 derniers trimestres
Ardennes	16%	228
Aube	25%	255
Bas-Rhin	-6%	926
Haute-Marne	-17%	98
Haut-Rhin	-10%	562
Marne	6%	426
Meurthe-et-Moselle	-3%	486
Meuse	26%	115
Moselle	-8%	658
Vosges	-1%	301
Grand Est	-2%	4 054
France	-2%	53 505

2. EMPLOI

3 610

créations d'emplois salariés

(entre le 4^{ème} trimestre 2017 et le 4^{ème} trimestre 2018)

1 376 623 emplois salariés dans le secteur marchand,
dont,

297 708 dans l'industrie

107 165 dans la construction

239 613 dans le commerce

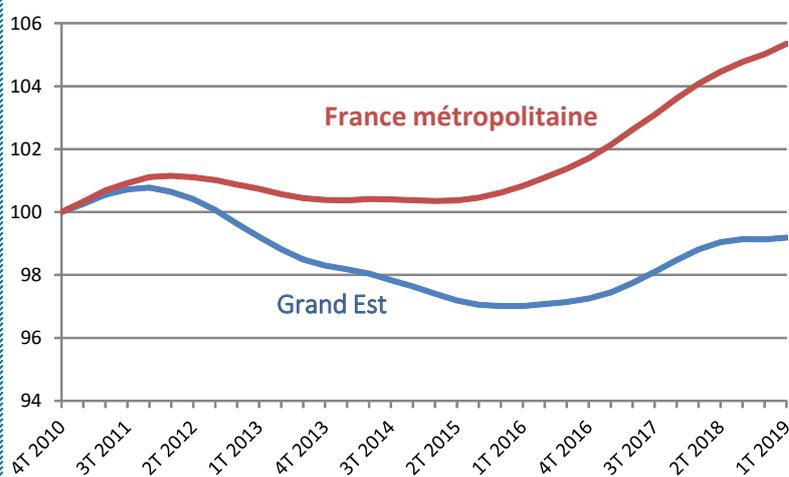
732 137 dans les services

10 - EMPLOI SALARIÉ DU SECTEUR PRIVÉ - 1^{ER} TRIMESTRE 2019

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

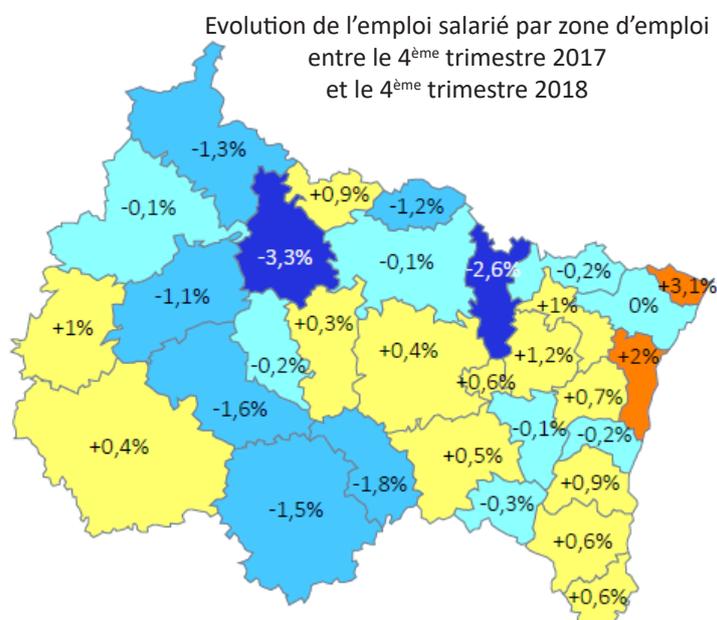
Coup d'arrêt pour l'emploi salarié privé. L'emploi salarié privé dans le Grand Est peine à retrouver son niveau de 2010, il ne progresse que très faiblement ces 4 derniers trimestres. Au niveau national, il croît encore à un bon rythme, quoi que sensiblement plus faible que celui des 3 dernières années.

Sur un an, seulement deux zones d'emploi profitent de progressions importantes de l'emploi (Wissembourg et Strasbourg). Si l'Alsace, l'Aube et le centre lorrain résistent encore, la moitié des territoires (16 zones d'emploi sur 31) est touchée par une diminution de l'emploi. Les territoires en marge des grandes agglomérations sont les plus marqués (jusqu'à - 3,3% à Verdun, -2,6% à Forbach, -1,8% à Neufchâteau).



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé*
Base 100 au 4^{ème} trimestre 2010, moyenne sur 4 trimestres glissants

*tout type de contrat confondu et emploi à temps partiel compris

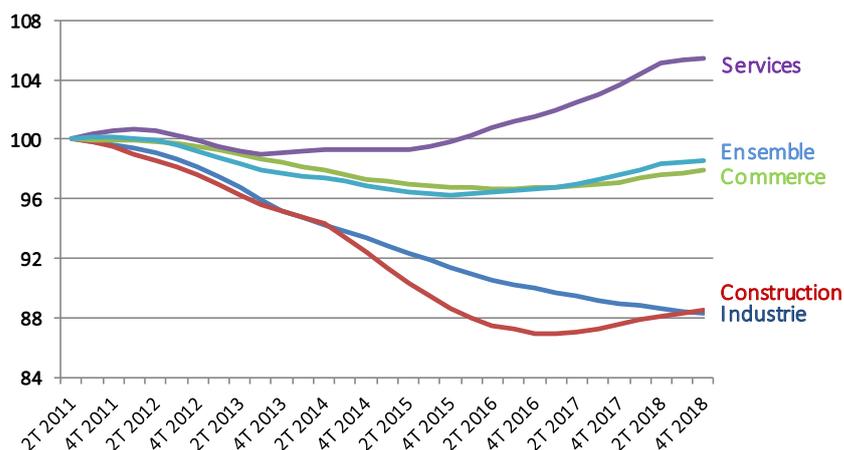


11 - EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

Le secteur des services ne porte plus suffisamment les créations d'emplois régionales. Malgré une progression de 3 610 emplois en 2018, le Grand Est enregistre au 4^{ème} trimestre une perte de 7 000 emplois. Pour mémoire, en 2017, la région présentait une croissance annuelle de plus de 18 000 emplois salariés privés.

- Les services affichent une progression annuelle de 0,4% tout en perdant 10 000 emplois les deux derniers trimestres.
- Le commerce comptabilise 1 450 emplois de plus sur un an (+0,6%).
- La construction poursuit depuis 18 mois son lent redressement (+0,9%), après 8 années de baisse.
- L'érosion de l'emploi industriel se poursuit (-2 000 postes sur un an). Il faut cependant rappeler qu'environ 37 500 intérimaires, bien qu'exerçant dans le secteur industriel, sont comptabilisés dans le secteur des services. 40 000, c'est le nombre d'emplois perdus par l'industrie depuis 10 ans.



Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé
Indice 100 au 2^{ème} trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants

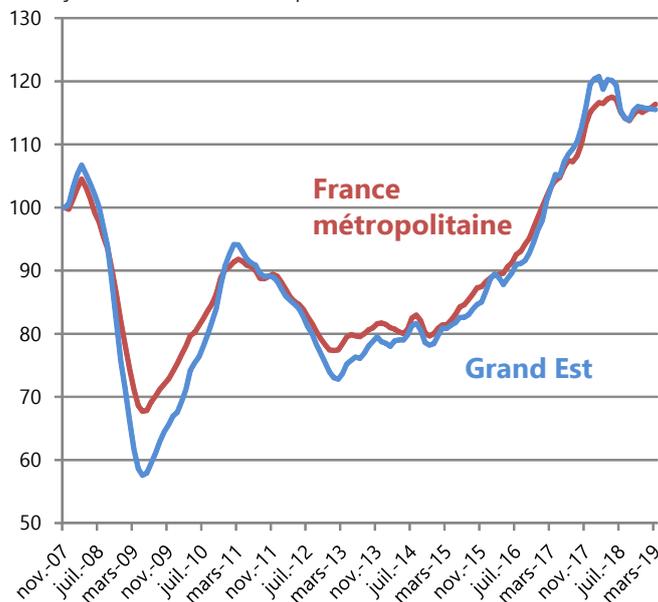
	Nombre d'emplois au 4 ^{ème} trimestre 2018	Evolution en 2018	
		en nombre	en %
Industrie	297 708	-1 969	-0,7%
Construction	107 165	934	0,9%
Commerce	239 613	1 452	0,6%
Services	732 137	3 193	0,4%
Total	1 376 623	3 610	0,3%

Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTÉRIMAIRE - MARS 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

L'emploi intérimaire résiste. Après une hausse importante et continue des effectifs depuis 2013, on note une perte de 3200 emplois intérimaires sur l'année 2018. Le sursaut observé entre septembre et novembre 2018 est depuis gommé par la baisse. Seule la Meuse progresse significativement en 2018 (+24%), et dans une mesure moindre, la Meurthe-et-Moselle (+6%). Le Grand Est enregistre une baisse de de l'emploi intérimaire de 3% en 2018, le national, une progression de 1%. Selon Pôle Emploi, en mars 2018, la région Grand Est compte 74 350 emplois intérimaires, soit 9% du total national. Environ 37 500 d'entre eux exercent une activité dans l'industrie, 23 000 dans le secteur tertiaire et 13 500 dans la construction, toujours selon Pôle Emploi.



Evolution de l'emploi intérimaire
Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en novembre 2007

	Evolution au 4 ^{ème} trimestre 2018	Evolution en 2018
Ardennes	2%	-8%
Aube	2%	-2%
Bas-Rhin	0%	2%
Haute-Marne	8%	1%
Haut-Rhin	-8%	-13%
Marne	3%	-7%
Meurthe-et-Moselle	13%	6%
Meuse	21%	24%
Moselle	-4%	-5%
Vosges	1%	-2%
Grand Est	0%	-3%
France métropolitaine	2%	1%

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

Au 1^{er} trimestre 2019

455 120 demandeurs d'emploi de catégorie ABC*
(281 850 en catégorie A, dont 23 660 non indemnisés)

60 580 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans
(38 020 en catégorie A)

119 320 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
(78 910 en catégorie A)

8,4% taux de chômage dans la région (4^{ème} T 2018)

*Catégorie A : personne sans emploi

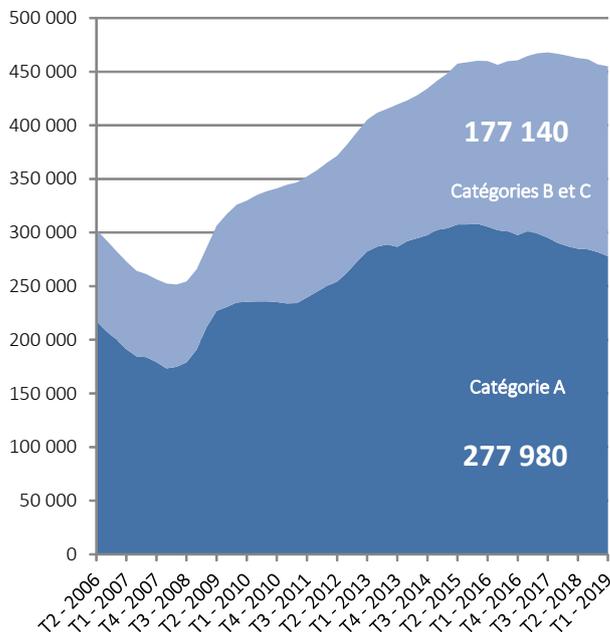
Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois

Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - 1^{ER} TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Diminution du nombre de demandeurs d'emploi, surtout en catégorie A. 455 120 personnes sont inscrites à Pôle Emploi dans la région Grand Est au 1^{er} trimestre 2019 en catégories A, B et C (7,7% du total national, en retrait depuis 5 ans), dont 56,4% sont indemnisés. Si le nombre de demandeurs recensés continue de fléchir (- 13 000 en un an et demi), on assiste ce dernier trimestre à un ralentissement de la baisse (seulement -1700 sur un trimestre, principalement dans les départements lorrains). On constate toujours une diminution importante des demandeurs d'emploi de catégorie A (- 10 000 sur un an). Les catégories B et C ne varient pas, probablement le reflet d'une précarisation de l'emploi. Au niveau national, si le nombre de demandeurs d'emploi diminue sensiblement sur un an (-0,4%), il n'évolue pas ce dernier trimestre.



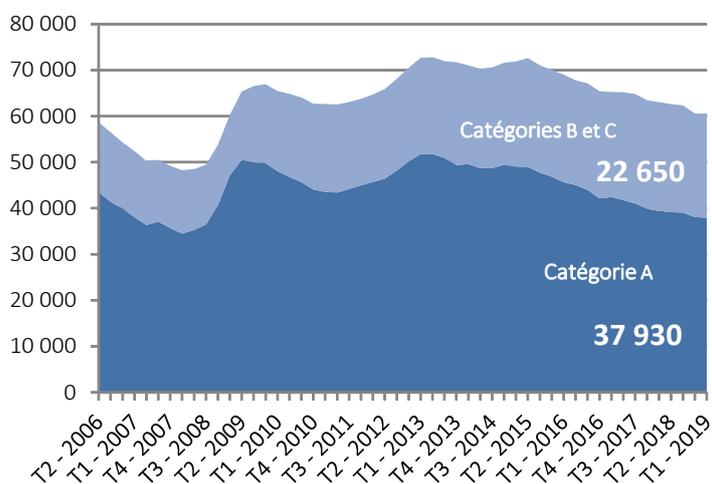
Catégorie A, B et C	Evolution sur 3 mois		Evolution sur 1 an	
Ardennes	-0,3%		-1,9%	
Aube	0,1%		-1,5%	
Bas-Rhin	-0,1%		-1,5%	
Haute-Marne	-0,7%		-3,9%	
Haut-Rhin	0,1%		-0,7%	
Marne	0,1%		-0,7%	
Meurthe-et-Moselle	-1,0%		-3,7%	
Meuse	-0,9%		-2,1%	
Moselle	-0,9%		-3,3%	
Vosges	-0,6%		-2,3%	
Grand Est	-0,4%		-2,1%	
<i>dont hommes</i>	<i>-0,6%</i>		<i>-2,9%</i>	
<i>dont femmes</i>	<i>-0,2%</i>		<i>-1,1%</i>	
France métropolitaine	0,0%		-0,4%	

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - 1^{ER} TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Statu quo au premier trimestre 2019. Depuis 2015, le recul des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans s'effectue par pallier. Ce début d'année 2019 ne fait pas exception, leur nombre n'évolue pas par rapport au 4^{ème} trimestre 2018, même si pour la première fois, certains départements (Haut-Rhin, Marne) voient leurs effectifs s'accroître. On dénombre 60 580 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est (8,3% du total national, en retrait depuis 5 ans), soit 3000 jeunes en moins sur un an, malgré la fin progressive des contrats aidés. On assiste également à une inflexion au niveau métropolitain (+2 000 demandeurs d'emploi ce trimestre), après un recul important sur 4 ans (- 80 000 jeunes).



Catégories A,B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution sur 1 an
Ardennes	-0,3%	-2,2%
Aube	0,5%	-1,4%
Bas-Rhin	-0,1%	-2,8%
Haute-Marne	0,5%	-4,9%
Haut-Rhin	1,4%	-1,4%
Marne	1,1%	-1,9%
Meurthe-et-Moselle	-1,1%	-6,5%
Meuse	-2,8%	-4,2%
Moselle	-0,3%	-6,4%
Vosges	-0,7%	-6,8%
Grand Est	0,0%	-3,9%
<i>dont hommes</i>	-0,2%	-3,9%
<i>dont femmes</i>	0,3%	-3,9%
France métropolitaine	0,3%	-1,3%

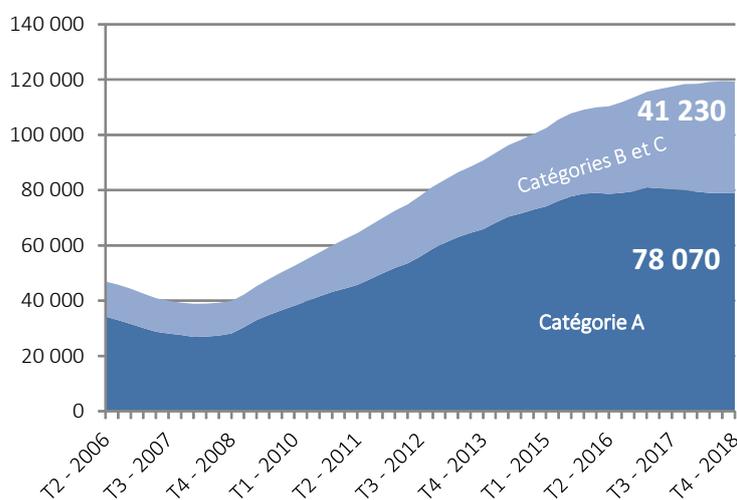
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - 1^{ER} TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Le chômage des séniors se stabilise depuis 6 mois. Début 2019, dans le Grand Est, 119 320 demandeurs d'emploi en catégories A, B et C ont plus de 50 ans (8,3% du total national, en retrait depuis 3 ans). Ceux en catégorie A représentent deux tiers des demandeurs (soit 78 000 personnes) et sont en baisse (- 1400 en un an), tandis que ceux en catégories B et C sont toujours plus nombreux (+2 200 personnes). Au niveau national, on compte 31 500 demandeurs d'emploi de plus (+2,2%) par rapport à début 2018.

Sur un trimestre, seules la Moselle, la Meurthe-et-Moselle et l'Aube parviennent à réduire légèrement la demande d'emploi chez les séniors. Sur un an, aucun département n'y parvient, notamment du fait de la hausse du nombre des demandeuses d'emploi.



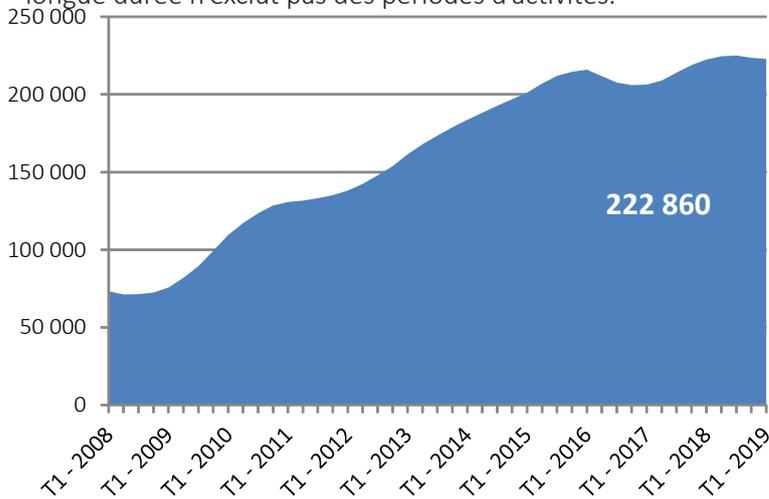
Catégories A, B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution sur 1 an
Ardennes	0,4%	1,2%
Aube	-0,1%	0,0%
Bas-Rhin	0,2%	0,1%
Haute-Marne	0,0%	1,3%
Haut-Rhin	0,2%	1,2%
Marne	0,5%	1,7%
Meurthe-et-Moselle	-0,4%	0,6%
Meuse	0,0%	0,8%
Moselle	-0,3%	0,1%
Vosges	0,1%	0,5%
Grand Est	0,0%	0,7%
<i>dont hommes</i>	0,1%	-0,1%
<i>dont femmes</i>	-0,1%	1,4%
France métropolitaine	0,5%	2,2%

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN - 1^{ER} TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Deuxième trimestre consécutif de baisse de la demande d'emploi longue durée. On comptabilise 2 200 demandeurs d'emploi longue durée (LD > 1 an) de moins en 6 mois dans le Grand Est. Cette évolution s'inscrit dans un contexte défavorable. En effet, 49% des inscrits à Pôle Emploi le sont depuis plus d'un an (soit 222 860 personnes pour les catégories A, B et C), contre 46% au niveau national. Sur la même période, la France métropolitaine connaît une augmentation de 20 000 demandeurs LD. Plus d'un demandeur d'emploi LD sur deux est issu du secteur industriel. Le nombre de demandeurs d'emploi très longue durée (> 2 ans) est lui toujours en hausse (+1,5% sur un trimestre). Il est à noter que la notion de longue durée n'exclut pas des périodes d'activités.



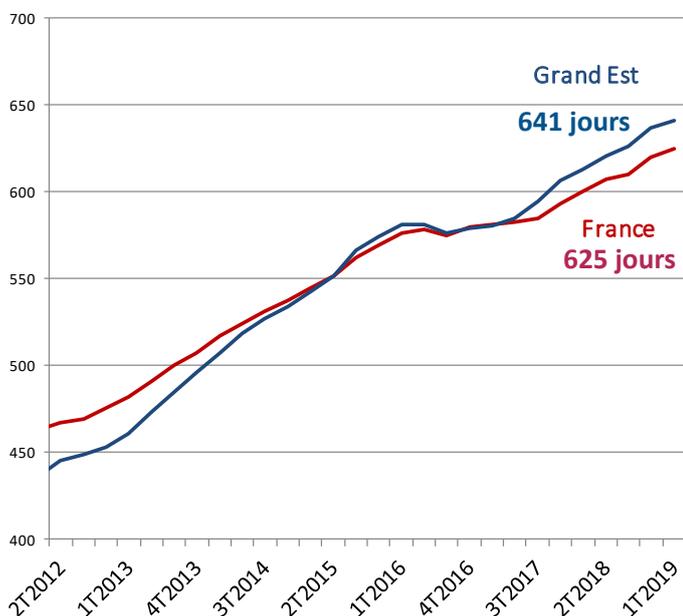
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

Catégories A, B et C	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Ardennes	1,0%	2,4%
Aube	1,2%	2,7%
Bas-Rhin	-0,7%	-1,4%
Haute-Marne	0,0%	3,4%
Haut-Rhin	-0,1%	-0,4%
Marne	0,5%	2,7%
Meurthe-et-Moselle	-1,0%	-1,0%
Meuse	0,0%	1,6%
Moselle	-1,2%	-0,5%
Vosges	-0,4%	-0,4%
Grand Est	-0,3%	0,2%
France métropolitaine	0,3%	3,3%

17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI - 1^{ER} TRIMESTRE 2019

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DARES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Situation toujours plus précaire des demandeurs d'emploi. L'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi dans la région Grand Est (catégories A, B, C) continue de croître inexorablement. Elle est au premier trimestre 2019 de 641 jours (+ 60 jours en deux ans). La tendance nationale est également à la hausse (+ 42 jours en deux ans), avec une durée d'inscription moyenne de 625 jours. Même si l'ensemble des départements est marqué par une ancienneté moyenne d'inscription grandissante, les progressions sont variables (+ 18 jours dans le Haut-Rhin à + 44 jours en Haute-Marne sur un an).



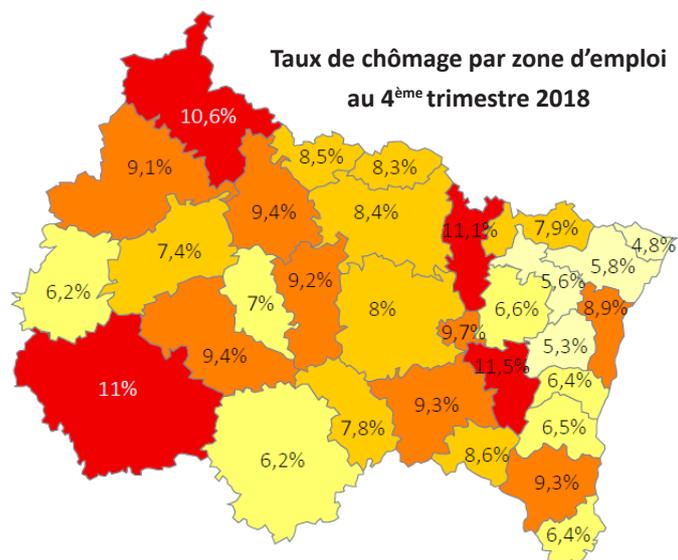
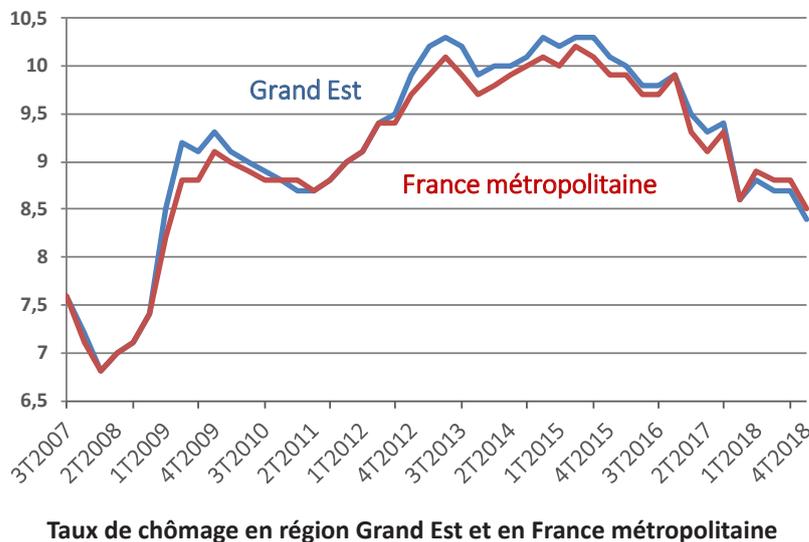
Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (en jours, catégories A, B et C)

	Evolution sur un an, en nombre de jours	Ancienneté moyenne, en jours
Ardennes	33	720
Aube	36	640
Marne	30	637
Haute-Marne	44	646
Meurthe-et-Moselle	33	669
Meuse	38	683
Moselle	34	620
Bas-Rhin	20	626
Haut-Rhin	18	584
Vosges	24	727
Grand Est	28	641
France	25	625

18 - TAUX DE CHÔMAGE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

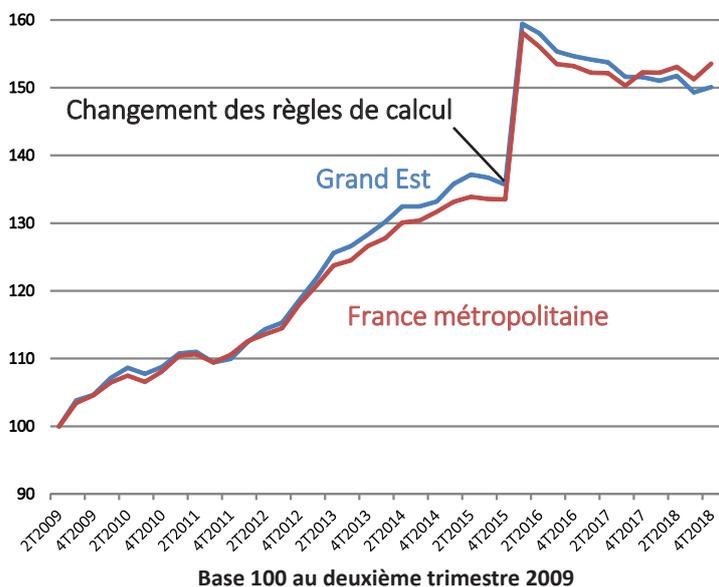
Nouveau recul important du chômage fin 2018. Après une stabilisation du taux de chômage de presque un an au niveau régional comme au national, on assiste à une baisse significative au dernier trimestre 2018. Le Grand Est, avec 8,4%, connaît son taux le plus faible depuis fin 2008. La position géographique de certains territoires leur permet de bénéficier du travail frontalier, au regard des faibles taux de chômage de nos voisins (cf. indicateur n°20). En 2018, à l'exception de Châlons-en-Champagne et de Sarrebourg, l'ensemble des zones d'emploi affiche une baisse du chômage. On recense encore des taux supérieurs à 10% dans les zones d'emploi de Troyes, Saint-Dié-des-Vosges, Charleville-Mézières et Forbach.



19 - REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Chiffres en baisse par rapport au national. Le Grand Est compte fin 2018 un peu moins de 141 000 allocataires du RSA (8,6% du total national, en retrait depuis 3 ans). Sur un an, on note encore une baisse du nombre d'allocataires (-1%), malgré 700 bénéficiaires de plus au 4^{ème} trimestre 2018. En France métropolitaine, leur nombre progresse de 0,8%. Si la Meuse, les Ardennes et l'Aube connaissent de sensibles augmentations sur un an, le Haut-Rhin, et dans une moindre mesure la Moselle, présentent des baisses annuelles significatives (respectivement -3% et -1,6%).



	Evolution du nombre d'allocataires depuis le 4 ^{ème} trimestre 2017	Nombre d'allocataires au 4 ^{ème} trimestre 2018
Ardennes	0,4%	10 379
Aube	0,2%	9 099
Bas-Rhin	-0,9%	25 976
Haute-Marne	-0,4%	3 984
Haut-Rhin	-3,0%	14 709
Marne	-0,1%	13 550
Meurthe-et-Moselle	-1,2%	21 490
Meuse	0,5%	4 891
Moselle	-1,6%	26 337
Vosges	-0,5%	10 328
Grand Est	-1,0%	140 743
France métropolitaine	0,8%	1 639 802

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

Au 4^{ème} trimestre 2018

185 970 travailleurs frontaliers

101 987 au Luxembourg
40 000 en Allemagne*
35 483 en Suisse
8 500 en Belgique**

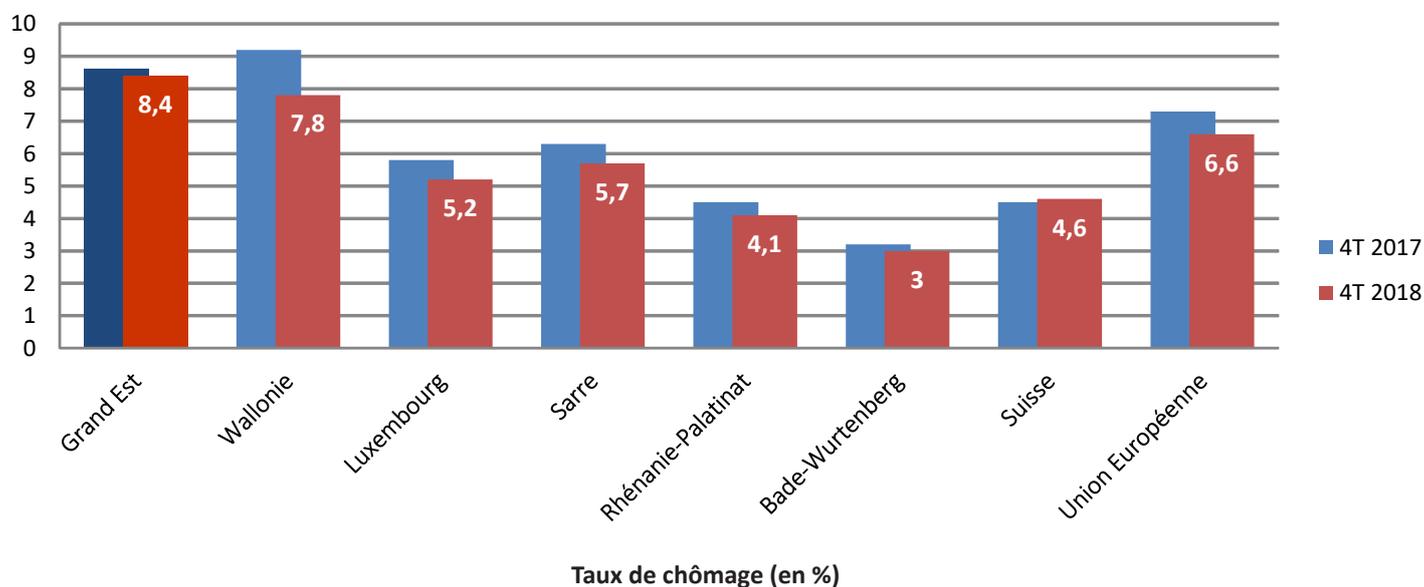
* Estimations 2018

** Données fin 2016

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE), EUROSTAT (UE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Un contexte transfrontalier favorable. Le Grand Est, tout comme le Luxembourg, les Länder frontaliers allemands et la Wallonie, enregistre une baisse de son taux de chômage sur un an. La Wallonie ayant connu un recul exceptionnel de son taux, - 3 points sur deux ans, c'est désormais le Grand Est qui affiche le taux de chômage le plus élevé des territoires étudiés, avec 8,4% fin 2018 (deux points au dessus de l'Union Européenne). Seule la Suisse est touchée par une hausse du chômage sur un an.



21 - FRONTALIERS DE LA RÉGION GRAND EST - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

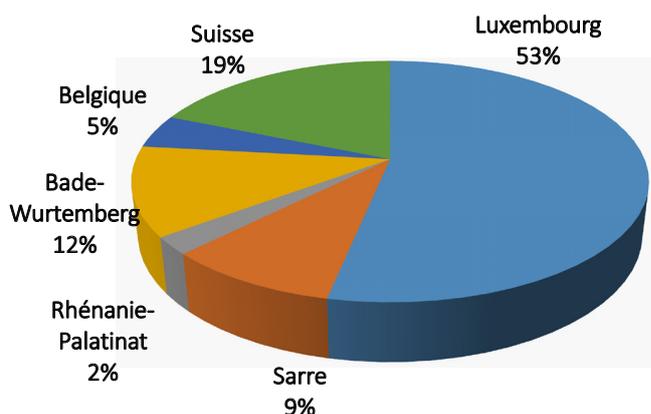
SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA

Près d'un frontalier français sur deux habite le Grand Est. Bénéficiant d'une position géographique unique et de 760 kilomètres de frontières, la région concentre la moitié des travailleurs frontaliers de France. Si la Suisse est le pays étranger qui emploie le plus de français (173 712 au total, dont 35 483 venant du Grand Est), le travail frontalier luxembourgeois est en expansion continue, avec un taux de croissance annuel significatif (+5,7%). Si aujourd'hui, 102 000 habitants du Grand Est se rendent au Grand-Duché quotidiennement pour travailler, les prévisions pour 2035 annoncent 150 000 frontaliers. En 2005, on comptait 60 000 navetteurs vers le Luxembourg.

L'Allemagne, avec environ 40 000 emplois frontaliers répartis sur 3 Länder, dont la moitié vers le Bade-Wurtemberg, reste en recul par rapport à la situation de 1999 (près de 60 000). La Belgique recense environ 8 500 travailleurs frontaliers résidant en France.

	Nombre de frontaliers au 4 ^{ème} trimestre 2018	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	101 987	+5,7%	+3,4%
Suisse	35 483	+0,2%	+1,1%
Allemagne*	40 000		
Belgique**	8 500		

(*) Estimations 2018
 (**) Données 3^{ème} trimestre 2016



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

Réalisation : Groupe de Travail Spécialisé Conjoncture
 du CESER Grand Est (21 membres)

Président : Michel RUDENT
 Vice-Président : Jean-Pierre LANGLET
 Rapporteuse : Michèle TREMOLIERES

Chargé de mission : Nicolas BRIZION

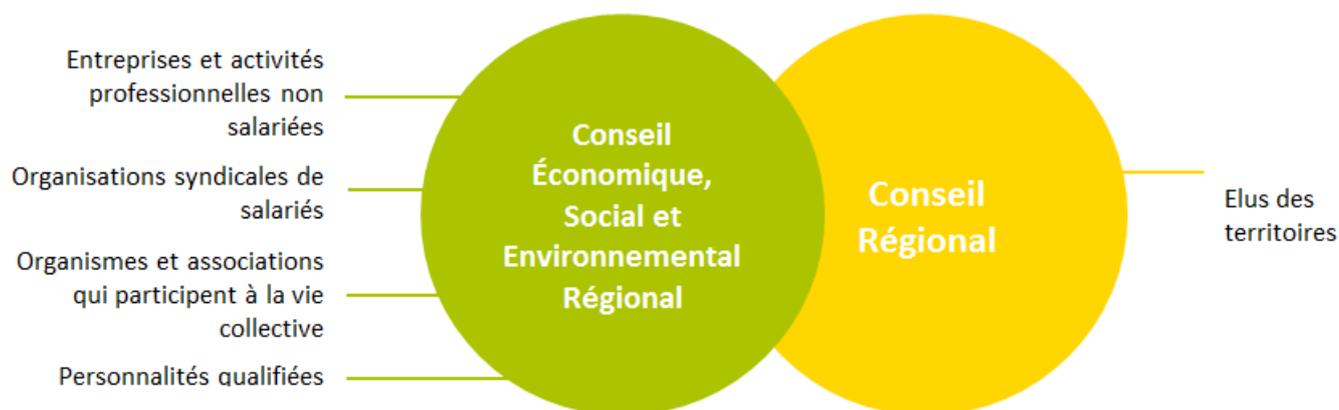
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet : www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00

CESER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **Grand Est**